

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 29 MAI 1979-N° 924

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Giscard en Grèce : un pays au seuil de l'Europe

Giscard et les premiers ministres d'Italie, de Hollande, de Belgique, d'Irlande, du Luxembourg ainsi que le vice-chancelier d'Allemagne fédérale signaient ce lundi à Athènes le traité d'entrée de la Grèce dans la Communauté économique européenne. Ce traité devra être ratifié par chaque parlement national des Neuf et celui de la Grèce. L'entrée officielle de la Grèce dans la CEE n'est prévue que pour le 1^{er} janvier 1981.

Lire en page 6

Hausses des loyers et du métro

La valse des étiquettes se poursuit. Au 1^{er} juillet, le ticket de métro (par carnet de dix) va passer de 1,25 F à 1,45 F et la carte orange augmenter de 22 %. La libération des loyers devrait provoquer des hausses telles (certains propriétaires envisagent des hausses jusqu'à 70 % !) que le gouvernement pourrait modérer en partie cette hausse, qui, de toute façon, ne serait pas inférieure à 10 ou 12 %.

Cinq ans de Giscard

Lire en page 2

A propos de l'Europe : une croissance plus rapide des facteurs de guerre

Lire en page 5

Violences policières aux Arsenaux de Cherbourg

- La préfecture obligée d'annuler le lancement du sous-marin nucléaire *Provence* prévu samedi
- Les grèves alternées se poursuivent



Depuis le 15 mai ils sont en lutte, comme l'an passé, pour le rétablissement des décrets de 1951 et 1967 qui alignaient leurs

salaires sur ceux de la métallurgie parisienne. Pour tenir plus longtemps, ils ont adopté (à 75 %) la tactique d'une

LE RACISME TUE ET EXPULSE

- A Orange, 2 morts dans l'incendie volontaire d'un hôtel
- Loi anti-immigrés à l'Assemblée nationale

Vendredi soir à Orange, les racistes prennent à partie quatre colporteurs africains. Ceux-ci se réfugient dans leur hôtel, où leurs assaillants les poursuivent. Les agresseurs mettent le feu à une corbeille à papier, dans la cage d'escalier. Le feu se propage rapidement : deux Africains, qui dormaient, sont brûlés vifs, cinq autres ont dû être hospitalisés.

Au moment où se perpètrent de tels crimes, le gouvernement dépose devant l'Assemblée nationale une loi raciste, visant à faciliter le refoulement et l'expulsion des travailleurs immigrants.

Le texte de loi, dans ses attendus, se plaint de ce que « les autorités responsables ne détiennent pas les moyens juridiques et pratiques de la coercition nécessaire à la défense de l'intérêt

national ». Désormais, tous les moyens juridiques seraient fournis à l'arbitraire : possibilité de refoulement aux frontières pour les étrangers qui ne disposeraient pas « de moyens d'existence suffisants » ou « dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public ».

Selon que le pouvoir jugerait que le cas se présente, il aurait le loisir d'interner, sans contrôle judiciaire, des étrangers jugés indésirables, avant de les expulser sans recours possible.

Pour justifier de telles mesures, le gouvernement tente de faire porter aux immigrés la responsabilité du chômage. Une telle campagne a des résultats, comme celui d'Orange. Une même logique à l'œuvre.

grève alternée, arrêtant le travail un jour sur deux ou un jour sur trois. C'est dans ce contexte que devait avoir lieu, samedi à 9 h 30, le lancement du sous-marin nucléaire « Le Provence ». 6 000 invitations avaient été lancées. C'est alors que les ouvriers sont partis en grève vendredi matin. En présence de plus de 2 000 travailleurs, la tribune officielle a été incendiée. En fin de matinée les gardes mobiles chargeaient. Des affrontements se sont déroulés toute la journée. « Les gardes mobiles étaient dans le bar et nous, nous étions 500 ou 600 dans le haut » raconte un délégué CFDT. « On leur lançait des pneus pleins d'essence que l'on avait au préalable enflammés. On leur a lancé aussi une remorque, ils ont reçu tout un tas de trucs... Ça a duré jusqu'à 22 heures... ».

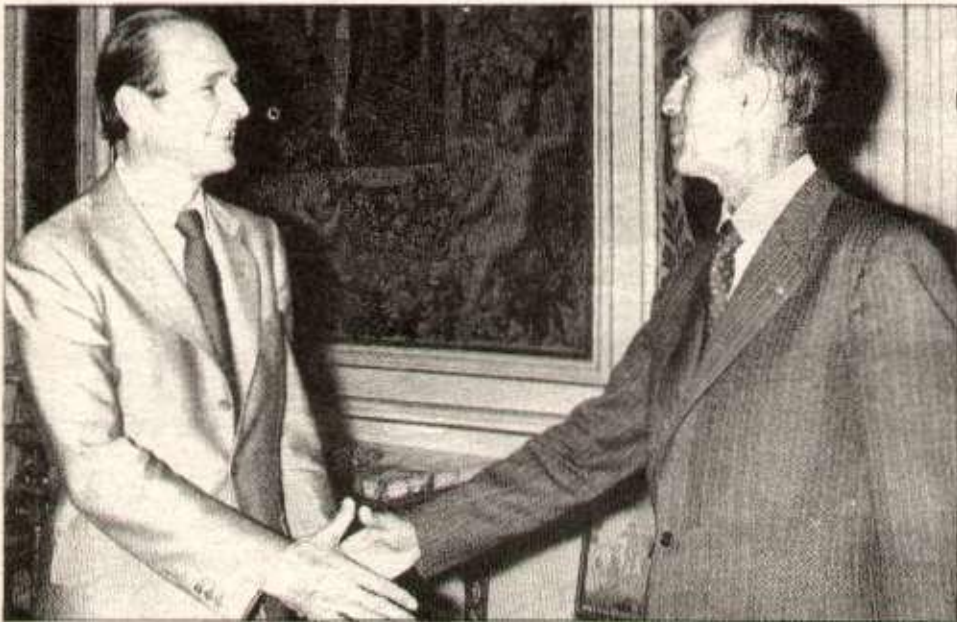
Lire en page 3

5 ans de Giscard

«J'ai compris que vous souhaitiez le changement, le changement politique, économique et social. Vous ne serez pas déçus, car c'est bien le changement que je conduirai avec vous. Je sais que de ce jour date une ère nouvelle de la politique française, celle du rajeunissement et celle du changement de la France». C'est en ces termes que Giscard a commenté sa victoire électorale, le soir du 19 mai 1974. Il avait obtenu très exactement 424 599 voix de plus que Mitterrand, sur plus de 30 millions d'électeurs inscrits.

Le 27 mai 1974, il y a tout juste cinq années, Giscard prenait officiellement ses fonctions de Président de la République. Nous n'avons pas ici la prétention de tirer un bilan exhaustif de ces cinq années : il faudrait pour cela prendre en compte de manière complète la situation de l'impérialisme français, dont l'année 1974 marque justement l'entrée dans une crise politique profonde et durable. Il faudrait examiner comment ont évolué les contradictions entre l'impérialisme français et le Tiers Monde, et entre l'impérialisme français et les deux

superpuissances. Il faudrait voir enfin ce qu'il en est de la contradiction principale dans notre pays, entre bourgeoisie et prolétariat. Disons-le tout net, un tel bilan montrerait que non seulement la bourgeoisie française n'est pas parvenue à résoudre ses difficultés, mais qu'au contraire celles-ci se sont approfondies. «L'ère nouvelle» dont parlait Giscard, c'est celle de la crise. Il est cependant des vérités qui valent d'être dites, au moment où Giscard parade à l'occasion de son cinquième anniversaire.



25-8-76 : Le premier ministre de Giscard présente sa démission. Depuis, il tente de faire oublier qu'il a largement contribué, avec lui, à l'extension du chômage et de l'inflation.



Giscard le 24 avril 1974 : «Qui peut penser que je peux compromettre une seule des libertés ?». Nombreux sont ceux aujourd'hui qui peuvent répondre !

Ainsi, la lecture des journaux de ce mois de mai 1974 devient du plus haut effet comique cinq ans plus tard. Que lit-on en effet ? Le récit des querelles de la droite c'est-à-dire l'affrontement entre Chaban-Delmas d'une part, et Giscard... et Chirac d'autre part. L'exact contraire d'aujourd'hui. On y lit que Chaban-Delmas voit dans Giscard «le retour à la quatrième république» et qu'il dénonce l'alliance suspecte entre Giscard et Lecanuet, «antigaullistes de toujours». Chirac, lui, déclare soutenir Giscard «au nom des institutions de la V^e république». Tout cela a été redit depuis, mais dans des bouches différentes. Chirac version 1977-79 tient les propos de Chaban version 1974, et vice-versa. Peut-être est-ce cela le changement dont parlait Giscard ?

La presse dite «de gauche» soutient la comparaison. Il faut lire les panégyriques que *L'Humanité* consacre à... François Mitterrand, il faut lire les vibrants «votiez Mitterrand» qui barrent en caractères énormes la une du journal du PCF. Décidément, tout a bien changé, si ce n'est l'inconsistance du personnel politique de la bourgeoisie.

LES PROMESSES

«La durée du mandat présidentiel doit être réduite, sept ans c'est trop long» disait Giscard sur Europe 1, le 11 avril 1974. Il était partisan d'un mandat de cinq ans. Démissionnera-t-il dans quelques jours ?

«Je changerai le style des rapports avec l'opposition», disait-il au *Monde* dans les premiers jours de mai. Il n'y a qu'à voir la manière dont se déroule la campagne des élections européennes pour voir ce qu'il est advenu de cette promesse.

«Je suis hostile à l'accroissement de la charge fiscale et parafiscale (prélèvements fiscaux)» confiait-il à *Investir*, le 29 avril. Résultat : les impôts, comme les prélèvements de sécurité sociale, ont augmenté.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS AGGRAVÉE

Il y a plus grave, et qui concerne les travailleurs beaucoup plus directement.

Giscard le 24 avril, à Rennes : «Qui peut penser que je compromettrais une seule des libertés ?» Le 29 avril, à Perpignan : «Jamais nous ne contesterons le droit de contester, jamais nous n'aurons besoin d'inscrire sur le papier la charte des libertés qui est dans notre cœur». Là, l'hypocrisie giscardienne éclate. C'est dans des cellules de Fleury-Mérogis, de Fresnes ou de la Santé que des dizaines de jeunes innocents vont passer le cinquième anniversaire de Giscard, arrêtés et condamnés au lendemain du 23 mars dans des conditions ignobles.

Et les libertés, ne sont-elles pas aussi mises en cause quand le droit d'afficher est ainsi réglementé, que le droit de grève est menacé, quand le droit de manifester est attaqué, quand la justice vient chercher ses ordres pour extraditer Croissant, expulser les immigrés, perquisitionner les syndicalistes, condamner les otages du 23 mars ? Aleria, Montredon, Epinal, c'est sous Giscard !

Giscard, le 3 mai, au *Monde* : «Le maintien de l'emploi est mon souci majeur». Allons donc !

En mai 1974, quand Giscard s'est installé à l'Élysée, il y avait, selon les chiffres officiels, 429 000 chômeurs.

Il y en a aujourd'hui, toujours selon les chiffres officiels, 1 312 000 ! 883 000 chômeurs en cinq ans, le voilà, le bilan de Giscard.

On peut faire d'autres calculs : chaque mois de politique giscardienne a fait 14 700 chômeurs de plus ; 480 chômeurs de plus chaque jour !

Chômage : Mai 1974 : 429 000 chômeurs
Mai 1979 : 1 312 000 chômeurs

Les prix : Le panier de la ménagère, + 61 %



Giscard au *Monde* le 3 mai : «La lutte contre l'inflation, nous en connaissons les moyens aussi bien que quiconque, et nous n'avons rien à inventer en la matière».

Nous nous sommes livrés à une petite enquête, en comparant un «panier de la ménagère» établi en mai 1974 par la *Vie Ouvrière*, aux prix d'aujourd'hui, relevés au même endroit, à Paris :

	Mai 1974	Mai 1979			
Baguette de pain	0,75 F	1,50 F	250 g. de beurre	2,95 F	5,50 F
6 œufs, 1 ^{er} calibre	2,30 F	3,00 F	1 l. huile		
500 g. pâtes Panzani	1,85 F	2,50 F	Lesieur	6,55 F	8,25 F
Rôti de bœuf, 500 g.	11,33 F	20,50 F	1 boîte de petits pois		
1 boîte sardines	1,25 F	2,65 F	Cassegrain (4/4)	3,00 F	4,35 F
1 litre de vin 11°	2,75 F	3,80 F	1 tablette chocolat	1,75 F	3,85 F
Carnembert			1 kg de sucre	2,05 F	3,25 F
Président 45 %	3,45 F	5,30 F			
1 litre de lait pasteurisé	1,29 F	2,17 F	Total	43,17 F	69,87 F
3 kgs pommes de terre	1,90 F	3,25 F			

Soit une hausse de 61,78 % !

D'autres chiffres vaudraient d'être cités. Rappelez-vous le litre de super valait 1,75 F, il en vaut aujourd'hui 2,86. Un ticket de métro à l'unité valait 1 F, il en vaut aujourd'hui 2, un timbre-poste valait 0,50 F, il en vaut aujourd'hui 1,20, *Le Monde* valait 1,00 franc. Une 2 CV neuve coûtait 8 500 F, contre près de 2 millions d'anciens francs aujourd'hui.

On pourrait bien sûr multiplier les exemples.

Violences policières aux Arsenaux de Cherbourg

Plusieurs centaines d'ouvriers de l'Arsenal de Cherbourg ont affronté les gardes mobiles vendredi du début de l'après-midi jusqu'à 22 heures. Ils entendaient ainsi s'opposer à des réquisitions illégales, pouvant remettre en cause les mouvements de grève qu'ils ont engagés depuis 1 mois et demi, sous prétexte du lancement du premier sous-marin nucléaire, *Le Provence*. Déjà l'an passé une grève de trois semaines avait paralysé la plus part des gros arsenaux. Les ouvriers se battaient déjà contre la suspension des décrets de 1951 qui leur accordaient, à la suite d'une lutte déterminée, l'alignement de leurs salaires sur ceux de la métallurgie parisienne. En 1977, puis, malgré ses promesses en 1978, Barre entendait imposer aux ouvriers des arsenaux un rattrapage du pouvoir d'achat basé sur l'indice INSEE, truqué comme l'on sait et de toute manière nettement moins avantageux. C'est préventivement, pour s'opposer à une prolongation de cette suspension des acquis que la lutte a repris cette année, sous la forme d'un jour de grève tous les deux jours environ afin d'éviter l'essoufflement de l'an passé. Par ailleurs, les grévistes entendent s'opposer à la privatisation de ce secteur industriel et obtenir les 35 heures hebdomadaires.

A Cherbourg, les piquets mis en place ne laissent passer, les jours de grève, que les «requis» et le personnel militaire. Dans les autres gros établissements, les mots d'ordre de grève étaient suivis ces derniers jours à 60 ou 70 %.

Toutefois, les grévistes se heurtent dans la

Peux-tu nous dire depuis combien de temps vous êtes à nouveau en lutte ?

Cela fait un mois et demi que les syndicats CGT et CFDT ont relancé l'action. Depuis 3 semaines, la CFTC et FO ont rejoint le mouvement. C'est une grève à caractère national qui porte, comme l'an passé, sur le rétablissement des décrets obtenus à la suite de la grève de 1951.

Vous êtes en grève totale ?

Non, vers le 15 mai on a consulté le personnel sur la forme de lutte à adopter. La CGT proposait une grève totale ; nous, à la CFDT nous préférons une grève alternée qui permet de durer plus longtemps. Nous proposons d'arrêter le travail un jour sur deux ou un jour sur trois. La proposition de grève alternée l'a emporté à 75 %. C'est dans ce contexte que devait avoir lieu le lancement du premier sous-marin nucléaire d'attaque «Le Provence».

Ils n'ont pas différé le lancement ?

Il y a quelques jours la direction avait convoqué les organisations syndicales. Elle nous a demandé ce que l'on comptait faire par rapport au *Provence*. Elle était inquiète car une fois les opérations préparatoires de lancement enclenchées, c'est irréversible. Par ailleurs, elle aurait aimé avoir la garantie que nous ne viendrions pas troubler la cérémonie.

Naturellement, elle n'a pas eu ces engagements, d'autant plus que c'était une trop belle occasion de faire parler de nous et de faire pression en menaçant de retarder le lancement.

6 000 invitations avaient été envoyées, des délégations étrangères étaient attendues. Lanuzel, le chef d'état-major de la Marine, devait venir.

Le jeudi de l'Ascension, on a appris que les gars chargés des préparatifs de

construction du rapport de force à un obstacle important : la moitié environ des 130 000 salariés de ce secteur sont employés dans une myriade de petites entreprises ne comptant pour certaines que quelques dizaines de salariés. C'est donc principalement pour associer au mouvement le personnel de ces PME que les fédérations syndicales concernées devaient se rencontrer ce lundi à Paris.

Probablement est-on entré dans une lutte de longue durée d'autant plus justifiée que le pouvoir entend, là aussi, répondre aux revendications par l'envoi de ses policiers.

«Si on touche à l'arsenal, c'est la ville de Cherbourg toute entière qui est concernée». Répondant à l'appel lancé la veille par la voiture sono, ce sont 2 000 personnes qui se sont rassemblées samedi à 9 h du matin devant la mairie et cela, malgré une pluie battante. Les écologistes qui avaient prévu leur réunion à la même heure se joignirent au rassemblement en solidarité avec les travailleurs en lutte. Les manifestants ont exigé la démission de l'amiral Chaline, instrument local de la répression. «On n'avait jamais vu ça à Cherbourg». Depuis les affrontements, pour protester contre la venue du *Pacific Fisher*, ces derniers événements montrent de nouveau avec force comme beaucoup de travailleurs le faisaient remarquer qu'«il y a quelque chose de changé dans les mentalités».

Nous publions ci-dessous le récit des événements tels qu'un délégué CFDT directement impliqué dans la lutte nous les a décrits.

Propos recueillis par François MARCHADIER



Les CRS fouillent un manifestant

lancement recevaient la visite d'officiers qui venaient leur faire signer, à domicile, des «mises à demeure», c'est une sorte de réquisition ; mais de réquisition illégale.

Mais pourquoi, dans ces conditions, n'ont-ils pas réquisitionné ?

Depuis les négociations que nous avons eues à ce sujet il y a deux ans environ, les réquisitions correspondent à des impératifs de sécurité, cela concerne une quarantaine de postes sur 5 000. Cela concerne par exemple la centrale à énergie, bref la sécurité. Mais les postes de travail liés aux préparatifs de lancement n'étaient pas du tout impliqués dans cet accord.

En même temps qu'ils faisaient signer ces «mises à demeure», tout au long de la journée sont arrivés des gardes mobiles qui stationnaient dans l'arsenal.

Vendredi à la première heure, on s'est rencontré en intersyndicale et on a décidé d'appeler à la grève. A 7 heures, tout le chantier construction dans lequel était le sous-marin était cerné par les gardes mobiles. A cet endroit, ils étaient au moins 400 ou 500. Alors, on a appelé les travailleurs à partir en grève après les avoir appelés à entrer dans leurs ateliers.

La tribune officielle qui était de l'autre côté du bassin a été incendiée.

A ce moment-là, on était environ deux mille à deux mille cinq cents. Cette tribune a coûté environ 28 millions... Tout le toit était plastifié. Elle a brûlé complètement... C'était une sacrée torchère ! Il y avait des flammes de 50 mètres de haut, ça a duré peut-être une heure. On est alors resté une heure devant les gardes mobiles près du chantier construction et puis on a décidé de sortir de l'arsenal. Il était 10 heures. On a bloqué toutes les portes, les flics restant à l'intérieur.

A 11 h 15, à la porte principale de l'Arsenal, il y a eu une charge très violente et très rapide des gardes mobiles sortant de l'arsenal contre le piquet de grève que nous avions fait à 50 ou 100 mètres de la porte. Ils nous ont refoulés vers la ville. A ce moment-là, on a levé les piquets des autres portes pour les transporter en ville, là où arrivent les principales artères des communes avoisinantes. On a ceinturé ainsi le coin jusqu'à 16 ou 17 heures. On demandait à tous les gars qui arrivaient avec leur «mise en demeure» de nous remettre leur papier. A ce moment-là, ils avaient déjà trois ou quatre heures de retard. Vers 16 heures, certains se sont retrouvés refoulés à la préfecture maritime où il leur a été proposé, pour venir travailler dans l'arsenal, d'embarquer dans les cars

de gardes mobiles ! Les gars ont naturellement refusé. Les équipes de mise en demeure n'ayant pas pu se rendre à leur travail, vers 19 heures environ un communiqué est tombé à FR 3-Normandie disant «L'Amiral annule le lancement». Purement et simplement. Ils ne pouvaient plus faire autrement, compte tenu que le lancement était prévu pour samedi 9 h 30 et qu'il faut une douzaine d'heures de préparatifs très spécialisés avant. Il y a eu des affrontements toute la journée. Nous, on a maintenu les piquets jusqu'à 22 heures vendredi.

C'est surtout vers l'Ouest de l'Arsenal qu'il y a eu des affrontements, du côté de La Hague. Là, ça monte un peu. Les gardes mobiles étaient dans le bas et nous, nous étions 500 ou 600 dans le haut. On ne s'est pas privé. On leur lançait des pneus pleins d'essence que l'on avait enflammés au préalable. On leur a aussi lancé une remorque ; ils ont reçu tout un tas de trucs. On faisait rouler dans leur direction des wagons sans locomotive et sans personne dedans que l'on faisait dévaler le long de la voie ferrée. Ça a duré jusqu'à 22 heures.

Pour en revenir aux gars qui avaient été mis en demeure, comment réagissaient-ils devant les piquets ?

Une bonne partie d'entre eux ne faisaient vraiment aucune difficulté pour nous remettre le papier que la direction leur avait fait parvenir. S'ils avaient néanmoins l'intention de se rendre au travail, c'est qu'ils y étaient obligés sous peine de licenciement malgré le caractère illégal de ce type de réquisition.

Les autres, ceux qui ne voulaient pas nous remettre le papier, ont été dégoûtés quand les flics leur ont proposé d'entrer sur le chantier dans des cars de gardes mobiles...

LUTTES OUVRIERES

Le comité de coordination des Foyers de travailleurs immigrés en lutte nous a fait parvenir le communiqué suivant :

• Contre-publicité

«Le film qui passe actuellement sur les écrans lyonnais sous le nom de «Les lois de l'hospitalité» n'est pas une réalisation de la commission culturelle du comité de coordination.

1) Certes, toutes les scènes, toutes les séquences qui composent ce film ont été tournées sous le contrôle du comité de coordination qui en est le propriétaire légitime ; mais le montage final du film a été effectué par la seule équipe — film hors de la portée du comité de coordination (qui est présenté aujourd'hui comme réalisateur) sans aucune participation, ni accord, ni contrôle quelconque de sa part.

2) Tel qu'il est conçu, ce film est une présentation volontairement tronquée de notre lutte. Il ne reflète rien l'histoire de la lutte des résidents contre la Sonacotra et le gouvernement ni sa réalité politique.

A la seule projection préparatoire des 7 heures de tournage effectuée en laboratoire et prise en charge par le comité de coordination (la version finale du film n'étant soi-disant pas terminée), nous avons marqué, publiquement notre désaccord avec ce film et demandé des modifications importantes avant toute projection.

L'équipe-film n'a tenu aucun compte de cette décision et a opéré à ce jour près d'une dizaine de projections à Paris et en province à notre insu.

C'est une épreuve de force et une tentative de pression engagées par cette équipe contre le comité de coordination qu'elle espère ainsi mettre devant le fait accompli.

Nous regrettons et dénonçons en même temps cette attitude opportuniste qui, derrière un prétendu soutien aux travailleurs en lutte, procède, de fait, à des actes de sabotage contre la juste lutte des travailleurs résidents des foyers.

Nous exigeons l'arrêt immédiat et inconditionnel de toute projection de ce film et appelons tous les camarades solidaires de notre lutte, où qu'ils se trouvent, à se mobiliser pour imposer le respect de notre décision.

Paris, le 20 mai 1979

Le Comité de Coordination des foyers en lutte,
14, rue de Nanteuil - 75 015 Paris.

• Honeywell-Bull d'Angers : les débrayages continuent

L'action engagée à Honeywell Bull sur les salaires se poursuit par un débrayage d'une demi-heure par jour. Au cours du CCE du 11 mai à Paris, la direction remettait en cause, en annonçant sa politique salariale, le maintien du pouvoir d'achat et la progression plus rapide des bas salaires. Lors d'une rencontre le 18 mai à Paris, la direction a refusé de négocier sur la plate-forme revendicative commune à la CGT, la CFDT et la CGC dans l'ensemble des centres. Cette plate-forme comprend le salaire minimum à 3 000 francs base 40 h avec un plan de rattrapage sur 2 ans afin de porter les salaires minimum d'Angers au niveau de ceux du groupe. Mais aussi, le maintien du pouvoir d'achat individuel par l'indexation des salaires sur un indice négocié, la progression du pouvoir d'achat différencié dans un rapport d'1 à 5.

La direction a annoncé qu'elle acceptait de recevoir les sections syndicales, ce qui a renforcé la volonté des grévistes d'intensifier la lutte pour les revendications.

Corr. ANGERS

• 6^e semaine de grève à la Caisse d'Epargne d'Angers

Pour l'instant les négociations restent toujours bloquées, la direction refusant de satisfaire les revendications des employés. Mardi les employés des Caisses d'Epargne des Pays de Loire sont venus soutenir leurs collègues angevins à l'occasion d'une manifestation dans les rues de la ville pendant laquelle les syndicats CFDT et unifiés ont pris la parole, dénonçant l'intransigeance de la direction de la Caisse d'Epargne d'Angers. Celle-ci naturellement assure avoir tout fait pour satisfaire les propositions. Mais les grévistes entendent poursuivre leur mouvement tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction.

Corr. ANGERS

• Grève des bus à Besançon

Comme ils l'avaient annoncé par voie d'affiche, les employés de la CTB sont en grève depuis ce lundi matin, la direction ayant refusé de satisfaire les revendications sur les conditions de travail et les salaires. Se préparant à un conflit dur, elle a fait éditer des affichettes : contre la grève, pour un service minimum. Elle tente également un chantage au contribuable.

Corresp. BESANÇON

● Une énigme historique Marchais a-t-il consolé Mitterrand en 1974 ?

Une grave question agite les états-majors des partis de gauche. Oui ou non, est-il exact qu'au lendemain du premier tour des présidentielles de 1974, Marchais ait rencontré un Mitterrand effondré par des résultats inférieurs à ceux espérés ? Et qu'il lui ait fraternellement remonté le moral ?

Version contestée par les socialistes, qui nient la rencontre. Les fins limiers de la place du Colonel Fabien se sont mis en chasse, et ont ramené comme gibier des articles du *Figaro*, du *Monde*, de *La Croix*, tendant à confirmer cette rencontre. Pour une fois, la presse de droite semble dire la vérité. Oui, il y aurait bien eu au mur une carte des résultats électoraux. Oui, il semblerait que Marchais ait rencontré Mitterrand. «Voici les preuves de la rencontre du 6 mai 1974», titre *L'Humanité*, qui consacre à cette importante affaire son éditorial de samedi, sous la plume de Roland Leroy.

Pour le PCF, si la gauche avait perdu en mars 1978, c'était la faute au PS. Il lui cherche maintenant des noises à propos des présidentielles de 1974. En passant sous silence au passage le fait que le PCF, pour accroître les chances de Mitterrand, s'était, à l'époque, engagé à ne revendiquer aucun poste ministériel important.

Les raisons d'une telle polémique sont expliquées par Leroy : «Nous ne sommes ni pour le silence ni pour le brouillard propice aux mauvais coups. Nous sommes d'autant plus attachés au débat démocratique qu'il est la condition nécessaire pour que les travailleurs puissent juger chaque parti et pour qu'ils puissent intervenir dans le bon sens en connaissance de cause» disait Georges Marchais dans son rapport au 23^e congrès. A qui fera-t-on croire que ce genre de «débat» concerne en quoi que ce soit les travailleurs ?

● Fête de la JC à Valence : faible mobilisation

Le lieu de la fête de la JC était pourtant bien choisi : en plein centre de Valence. Entre les forains et les joueurs de pétanque, on pouvait croire de loin qu'il y avait du monde. Depuis quelques jours, les affiches inondaient la ville, recouvrant impitoyablement celles du 4^e festival des travailleurs immigrés.

Le plus grand succès de cette fête aura été obtenu par des groupes rock composés de jeunes Valentinois. Quand la partie débat fut annoncée, avec l'adjointe au maire Allégret, membre du comité central du PCF, ce fut la dispersion spontanée en direction des cafés environnants. Il ne restait plus guère qu'une douzaine de personnes, dont plusieurs contradicteurs, pour un débat sur l'Europe. Des jeunes de la JC ont engagé le débat sur l'alliance avec le parti socialiste. La réponse était toute prête : il fallait faire l'union avec les socialistes, mais à la base.

Des militants de l'UCJR sont intervenus sur la question européenne pour contester l'argumentation de la tribune, remettant à sa juste place la puissance de la RFA par rapport à la France, en la questionnant sur les désaccords du PCF avec les autres partis révisionnistes. Les réponses, à côté de la question ou tournant autour du pot, n'ont pas satisfait l'auditoire : des numéros de *Rebelles* ont été vendus pendant le débat, sous le nez d'Allégret.

Corr. VALENCE

● Peyrefitte plaide non coupable

Dans *Le Matin*, Peyrefitte tente de justifier les condamnations des inculpés du 23 mars, en affirmant l'indépendance de la justice. Par la même occasion, il défend la procédure de flagrant délit.

Toujours au nom de l'indépendance de la justice, il déclare ne pas aborder le fond du dossier, ce qui est sans doute plus commode pour lui. En effet, Gilles Desraisses a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement, dont huit mois ferme, sur la base de témoignages contradictoires. Pas un mot non plus sur le couplage de l'application de la loi anti-casseurs et de la procédure de flagrant délit. On sait en effet que la loi anti-casseur condamne la préméditation, et que la procédure de flagrant délit empêche une instruction qui serait nécessaire pour prouver la préméditation.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Elections européennes

LES LISTES SONT DEPOSEES

12 listes ont été déposées pour cette campagne. Une incertitude demeure quant à la possibilité qui est offerte à plusieurs d'entre elles de voir effectivement leurs voix décomptées.

Quelques changements de dernière minute sont intervenus dans le dépôt des listes. C'est ainsi que le Parti dit des Forces nouvelles, qui avait renoncé à présenter une liste avec ses acolytes du Front national, prétendument pour des raisons financières, a finalement pu présenter une liste à lui tout seul. Elle sera conduite par Tixier-Vignancour, ancien de Vichy, et avocat de l'OAS. On trouvera également sur la liste Joseph Ortiz, ancien OAS et Joël Dupuy de Méry, président du comité de soutien à l'armée. Du beau monde.

On se bouscule d'ailleurs à l'extrême-droite, puisqu'on trouve deux autres listes du même acabit. L'une, celle du rassemblement des usagers et contribuables, sera peut-être éliminée de la compétition, n'ayant pas déposé dans les temps la caution de 100 000 F. L'autre résulte d'un mélange entre deux listes précédemment en projet : elle regroupe l'ancien ministre Philippe Malaud, l'ancien leader des petits commerçants Pouja-

de, et le maire de Nice, Médecin, qui confirme ainsi sa rupture avec l'UDF.

La liste Europe-Ecologie annonce qu'elle ne pourra

se trouver dans les bureaux de vote. Elle dénonce «les scandaleuses conditions (barrage financier, limitation du temps de parole...) dans lesquelles se déroule cette campagne électorale. (...) Tous les moyens sont bons en effet pour limiter le débat politique — si l'on ose dire — aux quatre grands partis et

vision. Il n'aura pas les moyens d'envoyer des bulletins aux électeurs, qu'il invite à confectionner leurs propres bulletins. De tels bulletins seront très probablement comptabilisés comme nuls. Il n'est même pas certain qu'en l'absence de bulletins, le PSU puisse maintenir sa liste. Le conseil d'Etat devra trancher la question.

Lors d'un meeting tenu à la Mutualité, par la liste LO-LCR, Krivine a parlé au sujet de cette campagne d'«une attaque sans précédent contre les règles les plus élémentaires de la démocratie bourgeoise».

Rappelons que les quatre listes des grands partis se partageront deux heures d'antenne (40 mn chacune, et non deux heures, comme il a été indiqué par erreur dans une précédente édition) sans compter les multiples débats télévisés qui ont déjà eu lieu. Cependant que les petites listes auront un temps de parole d'une demi-heure à se partager, ce qui, dans l'état actuel des listes déposées, leur laisserait à chacune quelque quatre minutes d'antenne...

François NOLET

- «Union pour la France en Europe» (S. Veil)
- «Défense des intérêts de la France en Europe» (Chirac)
- «5^e liste : emploi-égalité-Europe» (Servan-Schreiber)
- «Liste socialiste avec la participation des Radicaux de gauche» (Mitterrand)
- «Liste présentée par le PCF» (Marchais)
- «Liste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe» (Arlette Laguiller)
- «Europe-Ecologie» (Solange Fernex)
- «Liste Régions-Europe» (Jean-Edern Hallier)
- «Union française pour l'Eurodroite» (Tixier-Vignancour)
- «Liste pour une Europe autogestionnaire» (PSU, Huguette Bouchardeau)
- «Union de défense interprofessionnelle pour une Europe indépendante dans une France solidaire» (Malaud)
- «Liste du Rassemblement des Usagers et des Contribuables» (Henri Jannes).

pas financer l'envoi de bulletins de vote et de professions de foi aux électeurs. En revanche, des bulletins de cette liste

à fermer «la démocratie française» aux minorités.

Le PSU a déposé une liste pour avoir droit au temps de parole à la télé-

Les listes en présence

SYMPHONIE SOCIAL-DEMOCRATE

Des représentants des partis sociaux-démocrates des pays du Marché commun, ainsi que des trois pays candidats, étaient présents à Paris vendredi pour une revue à grand spectacle. Dans l'après-midi, ils tenaient une conférence de presse commune, au cours de laquelle ils rappelaient bien haut tout ce qui les unit. Le parti grec, hostile à l'entrée de son pays dans le Marché commun, brillait par son opportune absence.

Le soir, en présence des mêmes, le London Symphonic orchestra interprétait la Symphonie Fantastique de Berlioz. Des milliers de personnes, militants socialistes de France ou d'Europe, ou Parisiens mélomanes, se pressaient autour des bassins du Trocadéro, ou plus loin derrière des barrières, pour ceux qui n'ont pas eu d'invitation. Une des tribunes dressées pour la circonstance s'est effondrée sur l'assistance, faisant une vingtaine de blessés légers.

Après la prestation musicale, fort appréciée, c'est l'heure des interventions. A la tribune, une impressionnante concentration d'anciens premiers ministres : Soares, Callaghan, Willy Brandt. Un premier

ministre en exercice : celui du Danemark, Anker Jørgensen, qui déclare — en anglais — : «Nous refusons le capitalisme». On baigne dans l'irréalité. Willy Brandt tente de dire, sans le dire, qu'il voudrait bien une extension des pouvoirs du Parlement européen. Et Mitterrand conclut sur le fait que les socialistes représentent la

majorité des travailleurs en Europe occidentale.

Les feux de Bengale s'allument (couleur dominante : le rouge), cependant qu'un projecteur écrit le mot «liberté» dans le ciel. Un vent frais pousse vers la tribune la fumée des feux de Bengale, dispersant l'attroupement des leaders sociaux-démocrates.

La foule envahit les cafés du quartier, s'interpelle en allemand, en portugais. Un militant socialiste portugais fait grand tapage, en essayant de convaincre un de ses camarades français que, si Mitterrand est quelqu'un d'estimable, Soares est un traître, sous le regard ébahi des bourgeois du quartier.



A PROPOS DE L'EUROPE

Prendre en compte l'ensemble de la situation internationale (2)

Pour juger de la construction européenne aujourd'hui, il nous faut prendre en compte aussi bien ses conséquences sur les conditions de vie des masses en Europe occidentale, que l'étape dans laquelle nous nous trouvons, de l'évolution de la situation internationale dans son ensemble. Alors que l'exacerbation de la rivalité entre les deux superpuissances, États-Unis et URSS, qui visent la

domination mondiale, les conduit à accentuer leurs pressions respectives sur l'Europe, on ne saurait juger de la construction européenne sans prendre en compte les possibilités que celle-ci peut offrir, de résistance aux pressions, aux manœuvres de divisions de la part des superpuissances.

UNE CROISSANCE PLUS RAPIDE DES FACTEURS DE GUERRE

La contradiction entre les États-Unis et l'URSS, en tant qu'expression de la contradiction fondamentale entre impérialismes, a connu, au cours de la dernière décennie, un développement tel qu'elle tend à occuper le devant de la scène internationale. Ce développement pose en termes aigus la menace de déclenchement d'un troisième conflit mondial dont le caractère inéluctable est déterminé pour l'essentiel aujourd'hui par l'existence de ces deux superpuissances. La guerre mondiale — comme l'ont montré les deux précédentes — est toujours le résultat de la lutte entre impérialismes pour le repartage du monde. Or, aujourd'hui, nous le savons, les circonstances historiques ont fait que les États-Unis et l'URSS sont les deux seuls impérialismes qui aient la capacité de prétendre au repartage du monde, chacun en leur faveur. Alors que pas un pays, pas un peuple, ne se trouve à l'abri de leurs pressions, ingérences et interventions, exercées directement ou indirectement, y compris les pays impérialistes secondaires constitutifs du second monde, les deux superpuissances sont seules en mesure de prendre l'initiative d'une nouvelle guerre mondiale, parce qu'elles ont seules les moyens qui leur permettent d'espérer pouvoir en tirer profit.

L'émergence de l'URSS à la fin des années 1960, en tant que nouvel impérialisme, sanctionnait le processus de restauration du capitalisme dans le premier pays socialiste, processus qui avait abouti à la désagrégation du camp socialiste apparu au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et à la dégénérescence de nombreux partis communistes avec toutes les conséquences négatives, quoique provisoires, de tels phénomènes sur le développement de la révolution mondiale. En même temps, l'apparition du nouvel impérialisme soviétique, en tant que seul impérialisme de taille à pouvoir rivaliser avec les États-Unis — et qui donnait naissance, avec ceux-ci, de par l'écart qualitatif avec les autres impérialismes, au premier monde — aggravait considérablement — donc dès la fin des années 1960 — la contradiction fondamentale entre impérialismes.

TOUT UN PROCESSUS

Bien sûr, l'aggravation de la rivalité des deux superpuissances, depuis ce moment, a constitué tout un processus, qui a connu un développement accéléré mais qui, au départ, ne marquait pas au même point qu'aujourd'hui, l'ensemble de la situation mondiale. Alors que dans les années 1960, la collusion entre les États-Unis et l'URSS l'emportait sur leur rivalité — c'était la période où les mouvements de libération nationale reprochaient à l'URSS de vouloir les sacrifier sur l'autel de la bonne entente avec les États-Unis — les choses se modifient progressivement à partir de la fin des années 1960. Dans le début des années 1970, alors même que la période est marquée par un puissant essor révolutionnaire,

re, constitué pour l'essentiel par le très grand développement des mouvements de libération nationale, eux-mêmes moteurs de la constitution du Tiers-Monde en force politique, la rivalité USA-URSS s'affirme, sans toutefois peser aussi fortement qu'aujourd'hui. Cette période connaît encore un certain équilibre entre les États-Unis, qui poursuivent leur guerre contre les peuples d'Indochine, et l'URSS qui vient seulement d'apparaître en tant que nouvelle superpuissance. C'est cette réalité que décrivait Mao Zedong dans sa déclaration du 20 mai 1970 (*«Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais !»*). Dans cette déclaration, qui était aussi une condamnation de la collusion de l'URSS avec les États-Unis contre les peuples d'Indochine, Mao

perpuissances, source d'un déséquilibre entre elle, qui n'a cessé de s'affirmer, qui détermine l'aggravation des risques de déclenchement d'un nouveau conflit mondial, dont l'inéluctabilité est, quant à elle engendrée aujourd'hui par l'existence même de ces superpuissances. A ce sujet, le rapport politique au 3^e congrès du PCRml (novembre 1978) soulignait : *«L'état d'équilibre apparent des forces et des positions entre l'URSS et les États-Unis ne peut se prolonger indéfiniment. Il recouvre d'ores et déjà, d'ailleurs, un déséquilibre latent entre la position relativement en déclin des États-Unis et l'attitude offensive, expansionniste, la politique d'armement accéléré de l'Union Soviétique. A l'avenir, l'inégalité de développement entre les deux superpuissances doit conduire au*

gée, soutenue, équipée, ravitaillée par Moscou, ne se lance dans l'invasion du Kampuchea démocratique pays souverain, qui, depuis 1975, libéré de la domination américaine, s'était engagé dans l'édification d'une société indépendante. Cette invasion, s'accompagnant d'une mainmise vietnamienne croissante sur le Laos, constituait de surcroît une grave menace contre le Sud de la Chine, déjà soumise à sa frontière Nord, à la pression d'une très forte concentration de troupes soviétiques.

LA LOGIQUE AMERICAINE

Si le déséquilibre qui tend à s'affirmer entre les USA et l'URSS, au profit de cette dernière, aggrave la menace du déclenchement d'un nouveau con-



Les patriotes érythréens (notre photo), qui ont battu l'armée éthiopienne quand elle était appuyée par les américains, apportent aujourd'hui une importante contribution à la résistance à l'URSS.

soulignait notamment : *«Le danger d'une guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution»*. Mais, les années qui suivent vont être marquées par une modification du rapport des forces entre les deux superpuissances, un relatif déclin des États-Unis et une offensive mondiale de l'URSS.

UN DESEQUILIBRE QUI AGGRAVE LES RISQUES DE GUERRE

De ce point de vue, l'année 1975 constitue une étape marquante puisqu'on assiste à peu près simultanément aux défaites des Américains en Indochine et à celles de leurs alliés portugais dans leurs colonies d'Afrique, tandis que l'URSS intervient pour la première fois militairement et massivement sur le continent africain, avec l'envoi du corps expéditionnaire cubain — véritables mercenaires de Moscou — en Angola. C'est aussi cette année-là que le Kremlin, fort de la mainmise sur l'Europe de l'Est — qui vient de lui être reconnue par la conférence d'Helsinki sur «la sécurité et la coopération» en Europe — va s'engager dans une intensification de ses pressions politiques sur les pays d'Europe de l'Ouest. C'est la modification dans la situation respective des deux su-

perpuissances, source d'un déséquilibre entre elle, qui n'a cessé de s'affirmer, qui détermine l'aggravation des risques de déclenchement d'un nouveau conflit mondial, dont l'inéluctabilité est, quant à elle engendrée aujourd'hui par l'existence même de ces superpuissances. A ce sujet, le rapport politique au 3^e congrès du PCRml (novembre 1978) soulignait : *«L'état d'équilibre apparent des forces et des positions entre l'URSS et les États-Unis ne peut se prolonger indéfiniment. Il recouvre d'ores et déjà, d'ailleurs, un déséquilibre latent entre la position relativement en déclin des États-Unis et l'attitude offensive, expansionniste, la politique d'armement accéléré de l'Union Soviétique. A l'avenir, l'inégalité de développement entre les deux superpuissances doit conduire au*

flit mondial, c'est parce que nous avons bien affaire à deux superpuissances, c'est-à-dire à deux impérialismes qui, pas plus l'un que l'autre, de par leur nature, leur puissance acquise, la différenciation qui s'est opérée en leur faveur entre eux et les autres impérialismes, ne sont prêts à renoncer à leurs ambitions respectives de domination du monde. Les États-Unis, aujourd'hui contraints à la défensive vis-à-vis de leur rival soviétique, ne sauraient pour autant admettre de poursuivre indéfiniment sur une voie qui les place trop en situation d'infériorité par rapport à l'URSS, et à plus forte raison d'admettre d'être relégués à une position de puissance secondaire.

Ne pas reconnaître aujourd'hui la situation défensive dans laquelle s'est trouvé placé l'impérialisme US, ces dernières années, c'est en fin de compte, sous-estimer considérablement l'importance et la portée des luttes des peuples qui sont à l'origine de cette situation, par les revers qu'ils ont infligés à la puissance américaine. En même temps, il serait parfaitement erroné et dangereux, sous prétexte que l'URSS est devenue, aujourd'hui, de par sa position historique, la plus dangereuse et la plus agressive des deux superpuissances, de considérer que les États-Unis pourraient accepter que l'URSS s'empare sans coup férir de l'hégémonie

mondiale. Les manœuvres américaines de Camp David au Proche-Orient, zone dans laquelle les États-Unis envisagent l'installation d'une force militaire permanente d'intervention, les manœuvres contre les peuples d'Afrique australe, la tentative de toujours faire jouer à plein les atouts que lui donne sa présence économique dans le Tiers-Monde, les pressions continues sur l'Europe, qui se manifestent dans les négociations commerciales ou autres, sont quelques-uns des indices qui montrent que les États-Unis ne sont sans doute pas prêts à accepter indéfiniment, sans réagir, leur recul.

Dans ces conditions, l'affirmation d'un déséquilibre entre les États-Unis et l'URSS a déterminé l'exacerbation de la rivalité entre eux. Celle-ci s'est accentuée au point que la position occupée, relativement aux trois autres contradictions fondamentales, par la contradiction entre pays impérialistes, notamment sous la forme de la contradiction entre les États-Unis et l'URSS, a beaucoup augmenté en importance. Cette importance, qui fonde une croissance plus rapide aujourd'hui des facteurs de guerre, des facteurs qui concourent à un troisième conflit mondial, par rapport aux facteurs qui concourent à la révolution mondiale, ne peut être saisie que si on ne se limite pas à ne considérer que les conflits armés où sont impliquées les superpuissances, dans le Tiers-Monde. Il faut, en effet prendre en considération également les diverses manœuvres politiques, diplomatiques, économiques, auxquelles se livrent les superpuissances, et dont l'Europe est particulièrement l'objet.

Mais, l'importance prise par la contradiction entre impérialismes ne conduit pas à sous-estimer l'importance des autres contradictions fondamentales, en particulier celle entre la bourgeoisie et le prolétariat dans les pays capitalistes, celle entre les peuples et nations opprimés et l'impérialisme, dont le développement joue en faveur de la révolution mondiale. Par exemple, le fait même que ce ne soit pas dans le Tiers-Monde aujourd'hui qu'une des deux superpuissances puisse prétendre obtenir un avantage décisif sur sa rivale, est bien le reflet de la force acquise par le mouvement du Tiers-Monde, car celui-ci rend très précaires actuellement les tentatives de mainmise durables sur un des pays du Tiers-Monde.

C'est la prise en compte de l'ensemble des contradictions fondamentales et de leur développement qui permet d'affirmer que, si la tendance principale dans l'étape actuelle de l'évolution de la situation internationale est la tendance à la guerre, alors que dans l'étape précédente (jusqu'au début des années 70), c'était la tendance à la révolution, cette situation n'est pas irréversible. Toutefois, c'est dans le cadre de l'étape présente, que nous avons à inscrire notre appréciation sur la construction européenne, comme sur tout autre phénomène international.

(à suivre)
Jean-Paul GAY

LA GRECE AU SEUIL DE L'EUROPE (2)

La candidature de la Grèce à la CEE a de bonnes chances d'aboutir en 1981. La Grèce sera ainsi le premier des 3 pays de l'Europe du Sud à contribuer à l'élargissement de l'Europe. Les liens entre la CEE et la Grèce sont anciens : un accord d'association est en vigueur depuis le premier novembre 1962. Depuis 1968, les taxes douanières sont supprimées pour tous les produits industriels des Grecs entrant dans le Marché commun, et pour la quasi totalité des produits agricoles. La réciprocité n'est pas vraie : les produits européens sont frappés de droits de douane en diminution depuis quelques années. Ainsi, beaucoup se demandent en Grèce, dans l'opposition de gauche, s'il ne serait pas préférable de maintenir le statu-quo, en évitant les risques d'une intégration plus poussée. Pour la bourgeoisie grecque représentée par Karamanlis, l'intégration représente un moyen de consolider le régime politique, de disposer d'une plus grande marge de manœuvre par rapport aux USA, et surtout de s'assurer de l'appui de l'Europe dans le conflit avec la Turquie.

L'agriculture, problème-clé de l'intégration

Par Hélène VARJAC

UNE SECOUSSE POUR UN PAYS PEU INDUSTRIALISE

L'industrie représente moins du tiers du revenu national. En dehors de raffineries, de cimenteries, d'un peu de métallurgie et de chimie, l'essentiel des activités est centré sur le textile, le cuir et l'industrie alimentaire (conserves de tomates). Il n'y a pas d'industrie lourde. Il n'y a pas par exemple d'usine de montage automobile en Grèce même. L'ouverture totale des frontières va avoir pour effet de modeler l'industrialisation en fonction de la concurrence, en empêchant une diversification des activités et en accroissant la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Karamanlis espère que la Grèce entière va être déclarée zone unique de développement et va pouvoir bénéficier du fonds spécial d'aide régionale. Mais ce n'est pas sûr, car la CEE telle qu'elle existe actuellement n'est pas désireuse d'aggraver ses charges financières. En fait, si des risques sérieux pèsent sur l'équilibre de l'industrialisation grecque, beaucoup de choses dépendront des modalités pratiques qui seront appliquées pendant la phase de transition, qui doit durer 5 ans.

DES STRUCTURES AGRAIRES ARCHAÏQUES

L'agriculture occupe plus de 30 % de la population active, alors qu'elle ne fournit que 20 % du revenu national. Ces deux chiffres indiquent assez clairement le caractère archaïque des structures agraires. L'énorme majorité des paysans grecs (80 %) ont des exploitations de 5 hectares ou moins. Comme cela ne suffit pas, ils sont obligés d'aller travailler d'autres champs comme salariés. Depuis quelques années, l'exode rural a commencé, débouchant soit sur le grossissement des villes et du secteur des services, très développé par rapport aux autres, soit vers l'immigration. Il y a entre 300 et 400 000 travailleurs immigrés grecs en Europe, surtout en Allemagne et Belgique. Les travailleurs contribuent, par l'envoi de leurs salaires, à l'équilibre de la balance des paiements, mais leur retour progressif au pays risque de poser des problèmes. Un des points en discussion pour l'entrée dans la CEE est la libre circulation des travailleurs, actuellement soumise à des entraves. La Grèce souhaiterait qu'elle soit effective dès le début de la période de transition, ce qui n'est pas acquis, compte tenu du taux élevé de chômage en Europe Occidentale.

UNE CONCURRENCE ACCRUE POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS

Le problème clé de l'intégration de la Grèce en Europe est évidemment l'agriculture. Le

coles vers la CEE. En revanche, les fruits et les légumes représentent 69 % des exportations de la Grèce, et la situation va se trouver aggravée parce qu'en Grèce, il existe un potentiel de production qui n'a pas encore livré toutes ses capacités (ver-

ensemble. Le même phénomène de surplus se manifeste pour la viande ovine, alors que dans le même temps, la Grèce, comme d'ailleurs l'Espagne, a fait de gros efforts pour subvenir à ses besoins en viande bovine et en lait.

dans l'Europe va dépendre pour une large part des dispositions pratiques qui vont être prises pendant la période de transition, au plan de la protection des activités les plus fragiles, et au plan des aides au développement régional, à l'irrigation etc...

Mais les difficultés sont suffisamment sérieuses — certains parlent de traumatisme — pour expliquer la réticence d'une grande partie de la gauche en Grèce. Le Pasok notamment, parti socialiste, qui est la 2^e formation politique du pays, est résolument opposé à l'intégration dans l'Europe. Son leader, Andreas Papandreou, a déclaré il y a quelques mois : « L'Europe du Marché Commun est dominée actuellement par l'Allemagne et les Etats-Unis. C'est une Europe germano-atlantique sous le contrôle des multinationales ». Sur ce terrain, une alliance s'est nouée entre les révisionnistes pro-soviétiques du KKE et le Pasok pour dénoncer l'intégration européenne. Le KKE, avec lequel d'ailleurs Marchais entretient d'excellentes relations, voudrait maintenir la Grèce hors de l'Europe, de façon à la rendre plus vulnérable aux pressions de l'URSS. Or ces pressions sont assez insistantes.

A l'opposé, la persévérance avec laquelle Karamanlis demande l'intégration rapide de son pays dans l'Europe s'explique par deux raisons : le capital financier et commercial qu'il représente va tirer profit de cette entrée dans l'Europe. Mais l'aspect essentiel est la volonté de la bourgeoisie grecque de trouver des appuis en Europe contre la Turquie, et par conséquent d'augmenter la marge de manœuvre vis-à-vis des USA. Dans la mesure où les Etats-Unis ont soutenu le coup de force de la Turquie contre Chypre, et la soutiennent encore, parce qu'elle est une pièce maîtresse de l'OTAN dans le Sud de l'Europe, la Grèce s'estime lésée et voudrait sortir de son isolement.

Ainsi, l'intégration de la Grèce en Europe a pour arrière-plan politique les pressions des deux superpuissances dans la région et le conflit gréco-turc. L'entrée dans le bloc européen apparaît comme un contrepois à ces pressions, un moyen de préserver sinon l'indépendance, du moins une plus grande marge d'autonomie.



Pour la masse des petits paysans grecs, l'entrée de leur pays dans la CEE risque d'avoir des conséquences néfastes.

dossier grec est a priori plus avancé que celui de l'Espagne et du Portugal. Mais l'arrivée massive de produits agricoles méditerranéens, pour lesquels la CEE est déjà auto-suffisante, va faire surgir des difficultés à 3 niveaux : Celui de la Grèce elle-même, celui de la CEE dans son ensemble et particulièrement de la France et de l'Italie, et enfin, celui des pays tiers, notamment du Maghreb avec lesquels la CEE a des accords d'association et des tarifs préférentiels et qui vont voir leurs exportations (vin, tomates, agrumes, fruits et légumes) freinées et gênées par l'élargissement.

A l'heure actuelle, pour les principaux fruits (pommes, poires et pêches) la CEE est auto-suffisante ; elle l'est presque pour les légumes et totalement pour l'huile d'olive. Le problème du vin, excédentaire dans la CEE, ne concerne que faiblement la Grèce : le vin n'entre que pour 5 % dans ses exportations agri-

gers jeunes). La levée des derniers obstacles douaniers va inciter la Grèce à intensifier sa pénétration dans la CEE.

Les experts prévoient que l'absorption des surplus pourrait se faire sans trop de mal à deux conditions : le maintien d'un taux de croissance élevé dans les différents pays et l'augmentation de la consommation. C'est ainsi que nous avons découvert sur les écrans de la télévision que l'huile d'olive était un aromate ! Or, il y a peu de chance que ces conditions soient remplies compte tenu de la crise et du fait que si l'élargissement de la CEE globalement va augmenter de 20 % le nombre des consommateurs, il va dans le même temps augmenter de 57 % le nombre de producteurs.

Dans le domaine agricole, la question du tabac est elle aussi un point sensible. La production de la Grèce seule (130 000 tonnes) équivaut presque à la production communautaire dans son

En fin de compte, les conséquences pour l'agriculture grecque vont être une transformation des structures agraires existantes dans le sens d'une capitalisation croissante de l'agriculture et, pour ceux qui parviendront à rester paysans, peut-être une légère amélioration des revenus agricoles qui doivent être haussés au niveau des autres pays européens. Mais cette amélioration, si elle se produit, passera par l'introduction de normes rigoureuses de rentabilité, détruira le caractère familial des exportations et se fera sur fond de crise, dans une Grèce secouée par l'intégration européenne, en proie à un déficit croissant de sa balance commerciale (3 000 millions de dollars).

L'ENTREE DANS L'EUROPE : UN ENJEU POLITIQUE

La possibilité de surmonter les très réelles difficultés que suppose, pour la Grèce, son entrée

Dans notre édition de demain : La Grèce, un enjeu important de la rivalité USA-URSS.

Proche-Orient

Sadate récupère El Arich... et ouvre les frontières à l'État sioniste

Vendredi et samedi ont eu lieu les cérémonies au cours desquelles l'État sioniste a restitué à l'Égypte la capitale du Sinaï, El Arich, après douze ans d'occupation. La joie extraordinaire de la population exprimait à la fois sa satisfaction de retrouver sa terre et en même temps les illusions sur lesquelles s'appuie Sadate dans la mesure où le peuple égyptien n'a pas connaissance de toutes les implications du traité et de ses conséquences.

En même temps, à Beersheba, en Palestine occupée, commençaient les négociations entre l'Égypte, Israël et les USA sur «l'autonomie des Palestiniens». Cette rencontre n'était destinée qu'à fixer un ordre du jour. Elle a cependant permis à chacune des délégations de faire connaître ses positions.

Le ministre des Affaires étrangères égyptien a tenté de justifier la position de Sadate au sujet de la représentation palestinienne en déclarant : «Nous ne sommes pas ici pour déterminer l'avenir du peuple palestinien : seuls les Palestiniens eux-mêmes peuvent le faire... Notre devoir est seulement de définir les

pouvoirs et les prérogatives des futures institutions de l'autonomie». Le secrétaire d'État U.S. Vance a appelé à «une solution pour tous les Palestiniens», à condition qu'elle ne compromette pas «la sécurité de l'État d'Israël». Quant au ministre de l'Intérieur de Bégin, il a rappelé sans ambiguïté les positions de son gouvernement, affirmant qu'un État palestinien serait «un danger mortel pour Israël et un

péril grave pour le monde libre».

Après le sommet Bégin-Sadate qui a eu lieu dimanche, le président égyptien a décidé qu'après la récupération d'El Arich, les frontières entre l'Égypte et l'État sioniste seraient ouvertes. Il s'agit d'une concession de taille : Sadate avait envisagé de repousser cette ouverture à plusieurs mois et de la faire dépendre des négociations sur l'autonomie. Cette

ouverture laisse le champ libre aux investissements de Tel Aviv qui préparent des plans de développement du Sinaï. Les Égyptiens qui fêtaient hier le départ des colons sionistes vont bientôt voir revenir en force les patrons israéliens.

C'est une conséquence du traité que Sadate aura du mal à faire accepter au peuple égyptien.

J.P.C.



Les troupes israéliennes et égyptienne se présentent les armes.

Coopération Europe-Tiers Monde : il y a loin de la coupe aux lèvres

la renégociation de la convention de Lomé dans l'impasse

Samedi, les Neuf de la CEE et les 57 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un renouvellement de la convention de Lomé. La première convention de Lomé (1975) qui arrive à expiration en mars 1980, régleme les rapports entre les pays européens et les pays du Tiers Monde, notamment en prévoyant un fonds d'aide global, le Fonds Européen de Développement, et un mécanisme de régulation de la valeur de certains produits exportés (STABEX). La convention prévoyait

aussi l'accès libre sur les marchés de la communauté des produits finis exportés par les pays ACP.

La nouvelle convention prévoyait l'extension du STABEX à de nouveaux produits, en particulier les minerais. Cependant le financement global de cette convention a été jugé nettement insuffisant par les délégués des pays ACP. La proposition de 5,1 milliards d'unités de compte (29 milliards de francs) est en valeur réelle inférieure à l'enveloppe de 1975-1980 qui était de 3,5 milliards d'unités de compte. Les ACP réclamaient des cré-

aits de l'ordre de 10 milliards d'unités de compte. Devant ce blocage, les négociateurs ont décidé de reporter les travaux au mois de juin selon les Européens. Cependant le porte-parole des ACP a déclaré qu'une reprise de la négociation n'était envisageable que si les États de la CEE acceptaient d'assouplir leurs positions.

La raideur des positions européennes s'explique par les réticences de l'Italie et de l'Angleterre qui s'appuient sur leurs difficultés économiques pour refuser une augmentation du fonds. Mais la position de la France a également été très négative. On voit que dans la coopération franco-africaine, il y a loin de la coupe aux lèvres. Mardi, à la conférence de Kigali, Giscard faisait de grandes déclarations d'intention sur la «coopération» et le «dialogue». Samedi, son ministre François-Poncet opposait une fin de non-recevoir aux revendications des ACP, alors que la conférence franco-africaine avait appelé la France à soutenir les positions du Tiers Monde.

La délégation allemande reproche au gouvernement français qui, en tant que président de la CEE pour la période, avait la responsabilité de la négociation, de l'avoir mal organisée. L'Allemagne reproche aussi à la France ses positions restrictives. Le gouvernement allemand, en s'affirmant prêt à payer davantage, en profite pour dénoncer le double jeu français et se présenter comme un meilleur partenaire pour le Tiers Monde.

J.P.C.

CHINE-VIETNAM : ECHANGE DE PRISONNIERS

L'agence Chine nouvelle annonce qu'un accord est intervenu entre la Chine et le Vietnam pour la libération, d'ici la fin juin, des prisonniers détenus par les deux parties. Un premier contingent de prisonniers blessés ou malades avait déjà été libéré, sur initiative chinoise.

● Hongrie : une Française condamnée à 8 mois de prison

Pour avoir tenté de faire passer clandestinement à l'Ouest une jeune artiste tchèque en décembre dernier, Marie-Christine Hala, de nationalité française, a été condamnée le 26 mars par un tribunal de Budapest à 8 mois de prison ferme. Sa détention est aggravée par un mauvais état de santé qui a nécessité une hospitalisation de 3 semaines.

● URSS : nouvelles autorisations d'émigration pour les Israélites

Selon certaines informations, le gouvernement soviétique a décidé d'autoriser «le départ de tous les juifs attendant leur visa depuis plus de 5 ans». Cette décision pourrait concerner certains dissidents emprisonnés, notamment Chitcharansky. Une telle mesure ne change rien, bien entendu, à la politique antisémite du régime de Brejnev qui contraindrait les juifs soviétiques à l'émigration et permet à l'État sioniste de se renforcer, puisque de toutes façons le gouvernement ne leur délivre de visas que pour Israël. Cette politique permet également de faire passer l'ensemble des dissidents pour des sionistes.

L'annonce de cette décision permet également à Brejnev d'améliorer le climat en vue de la signature du traité SALT, Carter pouvant présenter ces autorisations d'émigration comme un avantage obtenu par les USA dans le cadre de la «détente» et de la «lutte pour les droits de l'homme».

● Népal : le roi tente de résoudre la crise sociale et politique

Après plusieurs mois de crise sociale et politique à laquelle le gouvernement du Népal avait tenté de répondre par la répression, le roi Birendra a proposé à la population un référendum en vue de l'instauration d'un régime démocratique. Pays très pauvre, au cœur de l'Himalaya, enclavé entre l'Inde et la Chine, le Népal a été menacé à plusieurs reprises par l'expansionnisme indien qui a avalé d'autres petits royaumes. Outre les graves problèmes intérieurs qu'elle révèle, la crise actuelle remet à l'ordre du jour ce danger.

● Afghanistan : les rebelles affirment avoir abattu un Mig et deux hélicoptères

Dans un communiqué publié récemment, les rebelles qui combattent le gouvernement pro-soviétique de Taraki déclarent avoir abattu un Mig et deux hélicoptères de l'armée afghane dans la province de Ghazni, près de la frontière pakistanaise. Ils affirment également qu'un général et que 4 soldats auraient été tués dans des combats qui se sont déroulés à Pandjab, au centre du pays.

On annonce également la désertion et le ralliement à la rébellion d'une brigade motorisée de 2 500 hommes de l'armée régulière, avec armes et tanks.

● Nouvelle vague d'attentats en Espagne

Après l'attentat qui avait coûté la vie à quatre officiers dont un général vendredi, l'explosion d'une bombe dans un café de Madrid fréquenté par l'extrême-droite a fait au moins dix morts et de nombreux blessés. Ces attentats semblent avoir été revendiqués soit par le Grapo, groupe terroriste clandestin, soit par la branche militaire de l'ETA. Cependant, il ne semble pas qu'on puisse authentifier les messages publiés au sujet de l'attentat de Madrid au nom de l'organisation basque.

Cette recrudescence du terrorisme a pu faire craindre des réactions violentes de la part des fascistes. En fait, seuls quelques groupes de Fuerza nueva ont manifesté samedi à Madrid en réclamant la démission du gouvernement et en criant : «L'armée au pouvoir!». La journée de dimanche, qui était précisément «le Jour de l'armée» pendant lequel le roi Juan Carlos a présidé plusieurs cérémonies militaires, a été dans l'ensemble calme, sans manifestation de la part des fascistes et des officiers franquistes.

Cette nouvelle vague de terrorisme, si elle n'entraîne pas un coup d'État militaire, dont la menace semble être illusoire, peut être une nouvelle occasion pour la bourgeoisie espagnole de proposer de nouvelles lois afin d'améliorer un arsenal répressif dirigé avant tout contre les travailleurs.

Nous publierons dans notre édition de demain la suite de l'article la renaissance du mouvement ouvrier allemand, réprimé en 1945.

Longwy : un animateur de Lorraine Cœur d'Acier

«On ne cèdera ni sur le terrain technique, ni sur le terrain politique»

«A mon avis, il ne faudrait pas que les brouilleurs persistent trop longtemps, car s'ils arrivent à brouiller l'essentiel de nos émissions et que nous arrêtons d'émettre il y aura un sentiment de colère qui explosera». C'est Jacques, un des deux professionnels de l'audio-visuel, animateur de «Ra-

dio Lorraine Cœur d'Acier» (LCA) qui s'exprime ainsi dans l'interview qu'il nous a accordée dimanche en fin d'après-midi. Il décrit également la manière dont le verdict de mercredi dernier relaxant les 5 inculpés a été ressenti.

F.M.

Peux-tu dire comment la CGT analyse la situation dans le Bassin au lendemain du verdict de mercredi dernier relaxant les 5 inculpés ?

Je suis animateur professionnel, je ne parle donc pas au nom de l'UL-CGT. Maintenant, vis-à-vis du brouillage, on est un petit peu coincé. On a toutes les idées mais je ne peux les rendre publiques pour le moment. En tous cas, on ne cèdera pas, ni sur le terrain politique, ni sur le terrain technique. On tiendra coûte que coûte. Selon certaines informations, ils auraient fait venir un matériel plus perfectionné pour nous brouiller, et j'ai le sentiment que depuis deux jours, on l'est de plus en plus. Ils nous donnent l'impression également de «tourner»; un jour ils brouillent telle région, très puissamment et un autre jour telle autre.

Ce qu'ils essaient de faire, comme ils ne peuvent pas intervenir militairement pour l'instant, c'est de nous asphyxier, de nous faire mourir de mort lente.

Est-ce que tu penses que l'on peut à nouveau avoir à faire aux mêmes genres d'affrontements dans le bassin que le 17 mai, puisque leur cause

immédiate, le brouillage, n'a pas disparu ?

Sur le démarrage de l'action du 17 au Bois-de-Châ contre le brouillage, la presse a un petit peu «modifié» ce que l'on a fait. A la radio, en tout cas ce jour-là, on n'avait ni appelé à se rassembler devant l'Hôtel de ville, ni à aller au relais. On a simplement dit qu'il ne nous était plus possible de continuer les émissions et que l'on mettait la radio sous la protection de la population. Un quart d'heure après, il y avait 1 200 personnes devant l'Hôtel de ville. On avait cessé d'émettre. On a alors sorti une sono et demandé aux gens ce qu'ils voulaient faire. Tout le monde a crié : «Au Bois-de-Châ !». On a dit d'accord, on va là-bas. Maintenant comment va réagir la population, c'est un peu son affaire. Ce n'est pas seulement à nous de prendre des initiatives politiques pour défendre la radio, même si nous pouvons en prendre aussi. La question c'est essentiellement : comment la population va réagir ? A partir du moment où l'on définit notre radio comme étant la plus ouverte possible et la radio de la population, c'est à elle de se mobiliser pour défendre

cet instrument. Il y a actuellement une petite situation d'attente. Autrement dit, cela ne peut pas durer comme cela. A mon avis, il ne faudrait pas que les brouilleurs persistent trop longtemps car s'ils arrivent à nous brouiller sur l'essentiel de nos émissions et qu'on arrête la radio, je crois qu'il va y avoir un sentiment de colère qui va exploser.

Pour l'avenir, on essaie de programmer un débat de fond avec la CFDT, à la fois sur le fond du problème de la sidérurgie et sur les formes de luttes. On en a fait la proposition l'autre jour au téléphone à un responsable de la CFDT qui nous a répondu qu'il soumettrait cette proposition à son collectif ; nous attendons la réponse mais je crois que les camarades de la CFDT sont intéressés et nous aussi.

C'est très important cette unité ?

J'ai personnellement l'impression que si l'on clarifie les positions entre la CGT et la CFDT, si l'on a ce débat, cela permettra peut-être l'unité d'actions avec d'autres centrales syndicales. C'est ce que doivent penser aussi nos camarades de la CFDT. Je

crois que le fer de lance de l'unité d'action c'est un peu l'unité CGT-CFDT.

Il me semble que la bagarre pour les radios a relancé l'unité d'action et cela a redonné un coup de fouet à la mobilisation.

Peux-tu nous dire comment, en tant qu'animateurs, vous avez reçu le verdict ? Comme un encouragement à renforcer la lutte ?

Ici, le soir du procès cela a été un très, très grand moment d'émotion. Au studio, nous n'avons jamais eu autant de monde que ce soir-là et jamais une telle ambiance de fête. Et au studio de «SOS-Emploi» aussi car à 18 h 45 j'ai essayé de les joindre, au moment où ils démarrent leur émission, pour leur annoncer la nouvelle et ça sonnait occupé. Je n'arrivais pas à les avoir. De leur côté cela devait être aussi l'ambiance ! Je crois qu'il faut le comprendre comme la première victoire dans le Bassin ; je crois que c'est la première fois que l'on gagne quelque chose. Que les 5 camarades aient été libérés, tout le monde l'a ressenti comme un coup de fouet pour l'action.

LE TRAVAIL A REPRIS A SOLLAC

Après 11 jours de grève pour l'amélioration des conditions de travail, la mise en place d'un 7^e fondeur, et une augmentation de salaire de 400 F, les travailleurs des hauts fourneaux de Patural à Sollac ont décidé de reprendre le travail dimanche à 14 heures. Samedi, à la demande des organisations syndicales CGT et CFDT, la direction acceptait de rouvrir les négociations qui avaient duré tout l'après-midi de samedi. Un certain nombre de revendications parmi les vingt avancées par les grévistes avaient déjà été acquiescées dans les négociations qui avaient eu lieu au début de la grève. Quelques autres venaient s'y ajouter :

- 1) Après un an d'apprentissage, le 3^e fondeur obtiendra la même classification que le 2^e fondeur.
- 2) Les salaires et classifications des polyvalents seront alignés sur le poste remplacé le plus élevé.

3) La prime de poussière demandée par les grévistes, en attendant l'élimination maximum de cette poussière, est acceptée.

4) La direction s'engage à procéder à certains aménagements techniques destinés à améliorer les conditions de travail et de sécurité.

5) A propos des sanctions : pour ceux qui n'ont eu qu'une seule mise à pied, celle-ci est supprimée ; pour ceux qui en ont eu plusieurs, seule la première compte. La direction revient aussi sur le licenciement du délégué du personnel qui est transformé en 4 jours de mise à pied.

Mais la direction n'a pas reculé sur les revendications principales : 400 F et le 7^e fondeur.

Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur cette lutte.

Corr. THIONVILLE

● Vol de plaques radioactives à Lyon

Jeudi soir un colis peu ordinaire était découvert dans la boîte aux lettres du quotidien régional *Le Progrès* de Lyon : une plaquette radioactive. Par téléphone, un groupe s'intitulant le CRANE (Cellule révolutionnaire antinucléaire écologique) revendiquait cet «attentat» et précisait que la plaque faisait partie d'un lot de 14 plaques-sources radioactives dérobées le week-end précédent à l'UER de physique de l'université Claude-Bernard. Ces plaques très faiblement radioactives sont utilisées pour des travaux pratiques et ne présentent pas de danger notable. Aussi, l'«attentat» n'a pas créé le «climat de peur dans le public» que recherche le CRANE, selon un de ses communiqués. Seul intérêt de cette plaisanterie douteuse : faire connaître l'affaire du vol des plaques qui avait été étouffée. Jusqu'à jeudi en effet, le président de l'université et la police sont restés muets sur ce vol.

Ce vol repose aussi le problème de la surveillance des matières radioactives. On pense, bien sûr, à la récente affaire de La Hague qui a montré qu'un employé pouvait sortir des déchets radioactifs du centre de retraitement. Mais depuis octobre 1977 où une valise contenant un émetteur de rayons ionisants avait disparu du chantier de la centrale nucléaire de Gravelines, de nombreux autres cas sont intervenus : vol d'une barrette de radium 226 dans une voiture à Paris, en novembre 1977, découverte d'une barrette de césium 137 sur le sol d'un entrepôt de chaudronnerie à Banges (Saône-et-Loire), le 2 décembre de la même année ; en mars 1979, un stylo radioactif est ramassé dans la cour d'une entreprise de Montpellier par un employé.

Si aucune conséquence grave n'a lieu jusque-là, il n'en sera pas ainsi en mars 1978 : deux enfants de Sétif (Algérie) ramassent un «stylo» dans un fossé. Pendant plusieurs jours toute la famille et son entourage seront contaminés. Les enfants sont gravement irradiés, leur mère meurt.

Avec la multiplication de l'usage des sources radioactives en médecine, en recherche universitaire et scientifique et dans l'industrie (contrôles de soudures, de densité, d'alliages,...) les risques de vol et d'irradiation au cours des manipulations croissent. La législation en ce domaine paraît désormais largement insuffisante, et un projet de loi est à l'étude.

RECTIFICATIF

Dans notre édition du 25 mai, en bas de la 2^e colonne de la correspondance intitulée «la libération des loyers ne se fait pas attendre à la régie BILLON», il fallait lire : «C'est pourquoi les locataires de la résidence des Charpenne lancent également un appel à tous les locataires individuels et organisés qui auraient à subir de telles mesures de façon à se soutenir mutuellement et en conséquence à mieux agir».

● Premier succès des riverains de Roissy contre cinq compagnies aériennes

Air France, British Airways, TWA, Air Inter et UTA viennent d'être reconnues responsables des nuisances et pollutions subies par les riverains de l'aéroport de Roissy depuis son implantation.

Le tribunal de grande instance de Paris a nommé trois experts chargés de déposer leurs conclusions chiffrées d'ici un an au plus tard, après avoir enquêté chez les cinquante-cinq riverains qui ont porté plainte.

Les riverains, qui veulent prouver que les zones de bruits définies par l'aéroport de Paris ne correspondent pas au bruit réel perçu au sol et ne tiennent pas compte des autres nuisances, ont donc, à l'issue d'une procédure de trois ans, remporté une première victoire. Elle est sans précédent, à un double titre. Tout d'abord, jusqu'ici, seuls les aéroports ou les autorités dont ils dépendent avaient été attaqués en justice par les particuliers riverains. D'autre part, le motif de la plainte concernait seulement le bruit. Ainsi, la municipalité de Villeneuve-le-Roi a obtenu, le 19 mars 1979, une indemnité de 2 154 031 F, versée par trois compagnies, pour l'insonorisation de ses bâtiments communaux. Cette fois, les nuisances étudiées par les experts concerneront plus largement «sur le plan de la qualité de la vie, des bruits et des phénomènes de pollution excédant les troubles normaux de voisinage». «Les troubles physiologiques et psychologiques liés au bruit» et «l'éventuelle dévalorisation» des biens des propriétaires riverains.

● 279 morts dans l'accident du DC 10 américain



C'est une des plus importantes catastrophes aériennes des Etats-Unis qui est survenue vendredi après-midi. Peu après son décollage de l'aéroport de Chicago, un DC 10 de l'American Airlines s'est écrasé. Les 279 passagers et personnel d'équipage ont tous succombé, et deux personnes travaillant à terre ont été grièvement blessées. Selon des témoins — les vacanciers d'un camping près duquel s'est abattu le DC 10 — un réacteur se serait arraché en plein décollage. Il faudra attendre les conclusions de l'enquête pour en savoir davantage sur les raisons exactes de l'accident qui paraît pour l'instant inexplicable, la perte d'un moteur entier paraissant incroyable.